

# tribune socialiste

# HEBDO

N° 846 — 2 F  
DU 26 JANV. AU 4 FÉV. 80

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

## LA CRISE DE LA GAUCHE

**L**ES partis de gauche P.C. et P.S. sont en proie à une crise que l'approbation de l'agression soviétique en Afghanistan par la direction du P.C.F. n'a fait qu'approfondir.

Déjà de nombreux militants de ce parti, à la base, mais aussi parmi ses élus, manifestaient leur désaccord avec une politique qui a conduit à l'échec de mars 1978, leur opposition à un stalinisme persistant, et notamment à l'affirmation du caractère « positif » des régimes de l'Est. Les déclarations de Georges Marchais à Moscou témoignent, au-delà des références formelles à l'eurocommunisme, de la continuité d'une telle orientation en dépit de l'isolement durable et de l'absence de perspective où elle condamne le P.C.

De son côté, la Convention nationale du P.S. s'est montrée incapable de sortir de l'impasse où l'a placée sa conception purement électoraliste de l'unité. Le P.S. n'a jamais cherché à faire de l'union une réalité par l'organisation des masses populaires pour l'action. Dans ces conditions, l'attitude du P.C. le laisse désarmé. Malgré les attaques de plus en plus virulentes de Marchais et son alignement sur la politique extérieure de l'U.R.S.S., le P.S. continue de poser le problème dans les mêmes termes. L'unité devient, dans la bouche des dirigeants du P.S. une simple incantation qui ne peut plus masquer le vide de leur stratégie. Il y a d'un côté ceux qui, comme Mitterrand, lancent des appels dérisoires à « plumer la volaille communiste », dérisoire car, une fois de plus, l'union n'est évoquée que comme un instrument électoral. De l'autre, ceux qui font appel à une « autonomie » du P.S. dont la forme, tout aussi illusoire, a été clairement exprimée par Michel Crépeau, une majorité de gauche et de centre gauche avec un simple soutien du Parti communiste. Mais de cette formule à la Troisième force, le glissement serait inévitable.

**L**E P.S.U. estime qu'il n'y a pas d'autre issue que le développement d'une force capable de créer une véritable dynamique d'unité populaire luttant pour l'alternative du socialisme autogestionnaire.

Face à la crise de programme, mais aussi crise de stratégie, qui porte en elle la menace de nouvelles défaites et de nouvelles compromissions, le P.S.U. se propose d'engager la discussion avec tous ceux qui s'interrogent, tous ceux qui veulent redonner à l'ensemble des forces populaires des perspectives de lutte et de victoire sur la droite au pouvoir, dans les partis de gauche — notamment avec les signataires de l'appel des cent —, et hors des partis, dans les syndicats, dans le mouvement des femmes, et les autres mouvements sociaux. Il entend le faire de la manière la plus ouverte, quelle que soit la façon dont cette interrogation et cette volonté sont exprimées. Il leur propose de débattre des moyens de sortir de l'impasse de remettre en chantier, sur des bases de discussion larges, un véritable programme autogestionnaire, et de rassembler dans l'action toute les forces vives qui se manifestent dans ce pays. Il prendra, au plan national, comme au plan des fédérations et des sections, toutes initiatives pour organiser le débat et l'action commune.

## RÉSISTANCE A LA MILITARISATION

**D**E plus en plus depuis ces derniers mois, le monde résonne aux bruits des bottes.

Entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, interventions de la France au Sahara, au Tchad, en Centre Afrique, déploiement des missiles américains en Europe, attaques chinoises au Vietnam, occupation du Cambodge par le Vietnam... La rivalité entre les blocs est constante, attisant les conflits locaux ou régionaux. Et les récents événements du continent asiatique font mesurer les risques d'une guerre généralisée.

Sous prétexte de préparer cet éventuel conflit, ou dit-on, pour s'en défendre, la course aux armements s'amplifie. C'est le développement des fusées de l'OTAN et la mise en fabrication de nouvelles générations d'armes soviétiques et américaines. L'arme nucléaire est aujourd'hui à la portée d'un nombre toujours plus grands d'Etats, et la dissémination du plutonium nécessaire pour la fabrication des bombes atomiques se poursuit sous couvert de ventes de centrales nucléaires. Même les pays les plus pauvres se voient entraînés aujourd'hui dans cette politique d'autodestruction et de gaspillage : les dépenses militaires des pays en voie de développement augmentent deux fois plus vite que leur produit national brut.

**N**OUS ne pouvons plus rester muets ou inactifs. Continuer à s'intéresser à ce qu'on appelle les problèmes politiques sans mettre en cause toute la politique de guerre, c'est faire preuve aujourd'hui d'aveuglement ou de folie. A quoi sert de mettre des enfants au monde, à quoi bon, pour les jeunes, préparer un avenir, à quoi sert de nous battre pour une plus grande justice, pour des progrès de l'égalité et des libertés, pour vaincre la faim dans le monde, si, demain, la décision d'un ou de quelques gouvernements peut anéantir, avec des peuples entiers, tout l'espoir que nous mettons dans nos luttes. Nous refusons qu'en notre nom soit poursuivie une politique qui nie tout simplement le droit à la vie pour quelque peuple que ce soit. Contre l'engrenage mortel dans lequel nous entraîne la politique des blocs, il existe d'autres moyens que les missiles, que l'entassement des bombes atomiques, que l'accumulation de forces de mort sur lesquelles les citoyens, dans aucun pays du monde, ne peuvent avoir un réel contrôle.

Nous appelons toutes celles, tous ceux, pour qui la politique ne se réduit pas à des discours et à des batailles électorales à manifester leur opposition à la politique d'armement des blocs, dont on ne peut dissocier la force de frappe française.

Nous proposons qu'ait lieu, le 26 avril, une grande manifestation nationale sur ces thèmes. Et qu'elle puisse servir de coup d'envoi à une prise en charge très large de la résistance à la politique d'armement et de guerre.

## International

### Résolution sur la situation internationale

A l'exemple de l'impérialisme américain au Vietnam et de l'impérialisme français antérieurement en Indochine et récemment en Afrique, l'U.R.S.S. vient à son tour d'envoyer un corps expéditionnaire dans un pays d'Asie, l'Afghanistan.

Après le peuple érytréen en Afrique, le peuple afghan se voit nier par la force des armes soviétiques toute possibilité d'autodétermination.

Suivant l'affaire des missiles U.S. en Europe, les événements d'Afghanistan marquent une aggravation de la situation internationale. Celle-ci n'est plus l'effet de conflits périphériques lointains, elle est le produit d'une tendance de fond de la politique étrangère des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.

D'un côté, en 1978/79, la stratégie impérialiste a subi des revers très importants dans la mesure où dans les régions d'intérêt vital — sur les plans stratégiques et économiques — pour les Etats-Unis (Moyen-Orient, Amérique latine) des bases principales d'appui du système impérialiste — les « sous-impérialismes » se sont soit effondrés (Iran), soit affaiblies politiquement (Brésil). La liquidation du régime de Somoza et son impact évident dans toute la région a démontré, que, comme à Cuba, une lutte d'émancipation nationale et sociale était possible en dépit de toutes les prévisions.

Tout ceci traduit en fait l'affaiblissement de la capacité hégémonique d'ensemble des Etats-Unis, tant sur le plan militaire (Vietnam), que sur le plan économique lui-même (grande perte de crédibilité du modèle U.S. exporté). De plus, la crise interne aux Etats-Unis provoquée par la défaite militaire a rendu impraticable pendant plusieurs années un instrument fondamental de la politique américaine, à savoir l'intervention militaire. Carter s'est fait élire en promettant de ne plus envoyer de boys se faire tuer à l'extérieur.

En parallèle, l'affaiblissement des Etats-Unis et la montée des mouvements de libération nationale dans le Tiers-Monde ont été utilisés par l'U.R.S.S. pour renforcer ses positions stratégiques face à la Chine et aux Etats-Unis, et au rapprochement de ces deux pays.

Aujourd'hui, le bloc soviétique voit se rassembler les conditions d'une crise interne à la fois économique, sociale, politique et nationale aggravée par l'augmentation des dépenses militaires. On assiste à une réduction des bases sociales d'appui au régime en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, tandis que la contestation politique — pour la démocratisation — s'y développe. En Tchécoslovaquie et en Pologne surtout, mais aussi chez certaines nationalités non russes, notamment musulmanes, la situation semble grave.

Par son intervention en Afghanistan, l'U.R.S.S. affirme en même temps sa résolution de ne pas laisser entamer le bloc qu'elle domine.

Dans ce contexte, la relance de la politique des blocs devient liée à la nécessité, pour les deux grands, de résister aux poussées centrifuges qui jouent à l'intérieur de chacun d'entre eux et qui sont engendrées par la crise de leur propre modèle de développement et de domination.

Les tensions nées de cette situation nouvelle engendrent une peur de la guerre que la droite utilise pour mieux faire accepter les mesures de restriction du plan Barre.

Le P.S.U. rappelle que, de même qu'il a dénoncé et combattu l'intervention américaine au Vietnam et l'intervention française au Centre Afrique, il condamne aujourd'hui l'intervention soviétique en Afghanistan.

#### POUR UNE POLITIQUE DE NON-ALIGNEMENT ?

Aujourd'hui, le seul choix raisonnable et mobilisateur pour les forces populaires en France et aussi en Europe est le refus de la logique des blocs dominés par les deux superpuissances, dans la perspective d'une France — et d'une Europe — non alignée, dégagant une alternative socialiste autogestionnaire à la crise qui touche les deux modèles dominants.

Seules, les forces populaires en France et dans les autres pays d'Europe, peuvent avoir une politique différente dans leurs rapports avec les pays non alignés et du Tiers-Monde pour mettre en œuvre, face à la crise, un autre type de relations économiques, technologiques et politiques.

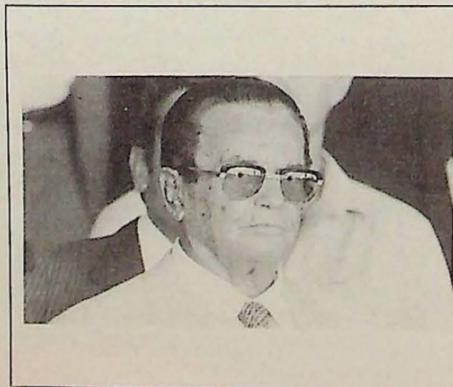
Cette politique passe d'abord par la remise en cause de la spirale du réarmement nucléaire. Parce que cette course folle :

- amène un nouveau gâchis de ressources matérielles et humaines qui seraient mieux utilisées pour résoudre les problèmes de la crise et en particulier celui de la misère et de la famine,
- vise à maintenir les conditions d'une dépendance technologique et industrielle vis à vis des superpuissances,
- rend la guerre nucléaire de plus en plus possible et probable, avec toutes ses conséquences.

Pour toutes ces raisons, nous devons lutter pour une dénucléarisation de l'Europe, ce qui signifie :

- la lutte contre l'armement nucléaire français et sa continuelle extension,
- un désarmement nucléaire unilatéral de la France,
- une politique de défense populaire,
- la dénucléarisation des flottes en Méditerranée,
- le retrait des troupes des bases étrangères tant à l'Est qu'à l'Ouest,
- un désarmement effectif équilibré et progressif de toutes les puissances nucléaires.

**C'est dans cette perspective que le P.S.U. estime nécessaire et vital de développer un mouvement de masse sur les problèmes qui engagent l'avenir de l'humanité.**



### PRAGUE ÉCRASÉE

Un poète a chanté Prague. La police a saisi ses vers. La douane a fouillé ceux qui l'avaient visité. Le poème pourtant a franchi la frontière — dans la mémoire de Frantisek Janouch. Voici traduit par Henri Delny et Jean-Pierre Faye l'un des sonnets qui le composent.

**Romps la malédiction au-dessus des toits et j'oublierai les coups de canon la vie à nouveau bruiira dans la ville comme autrefois au temps mémorable**

**vivre en plénitude et non en petitesse par sentiment d'un vouloir, qui est inné ne point penser à la mort, mais être être pour la vie, être pour le plaisir**

**pour que silence et sécurité retournent dans ces maisons qui dort sur son épée a dormi mal**

**mais plus encore qui dort sans ses armes souvent j'ai crié dans mon sommeil tout cela qui pèse sur mon cœur**

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Alors que presque tous les pays du monde ont ralenti leur programme de développement nucléaire, le président de la République nous informe que la France poursuivra le sien à un rythme maximum. C'est par un véritable matraquage de l'opinion publique en faveur du nucléaire que le gouvernement entend imposer ses choix. Aucune information sérieuse basée sur un débat public et contradictoire n'existe dans notre pays. Et comme si ces moyens n'étaient pas suffisants le gouvernement entend « acheter » le consentement des habitants les plus concernés par le risque nucléaire en leur offrant une baisse de 15 % pour les tarifs d'E.D.F. Preuve indirecte, s'il en était besoin, de l'existence des nuisances entraînées par le développement de l'énergie nucléaire. Car contrairement aux affirmations du président de la République le risque nucléaire, par la technologie employée, ne saurait se comparer dans ses conséquences aux risques industriels classiques.

Sur le plan économique les affirmations et chiffres produits par le président de la République ne sont pas non plus acceptables. Des organismes indépendants ont nettement établi que les coûts du Kw/h d'électricité d'origine nucléaire étaient actuellement comparables à ceux d'origine classique, notamment le charbon, soit environ 14 centimes le Kw/h. Le choix est donc politique. D'autres orientations seraient possibles basées sur le développement prioritaire des économies d'énergie et des énergies alternatives : charbons, biomasse, etc. Mais celles-ci sont aujourd'hui rendues impossibles par la mobilisation des moyens financiers au seul profit du nucléaire tandis que moins de 500 millions sont disponibles pour les économies d'énergie !

Le P.S.U. est le seul parti politique à s'être prononcé dès l'origine nettement contre le programme nucléaire, mais jamais une seule minute d'antenne ne lui a été accordée pour exposer ses contre-propositions. C'est pour exiger le droit à l'information et une autre politique de l'énergie que le P.S.U. soutient activement la pétition nationale commune à 23 organisations.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.S.U.

La Direction politique du P.S.U. tient à saluer en la personne de Tito au moment où il traverse des épreuves difficiles, les peuples yougoslaves qui ont su résister au nazisme et au stalinisme pour préserver leur indépendance nationale et en engageant une expérience de caractère autogestionnaire.

### Déclaration des membres du B.P. du courant 2

Depuis le Conseil national du Havre, quelques camarades qui avaient défendu les options du courant 2 sont tentés de ne pas continuer de travailler au sein du P.S.U.

Membres du Bureau politique, nous pensons quant à nous que cette solution va à l'encontre même de ce que nous avons défendu. Malgré un certain nombre de divergences, nous disons qu'il est possible de travailler avec l'ensemble des adhérents du Parti.

Les textes adoptés et les positions prises par la D.P. et le B.P. depuis le Conseil national sont satisfaisants.

Nous appelons donc l'ensemble des camarades du P.S.U. à accentuer leur militantisme dans le Parti, ce qui veut dire bien évidemment à accélérer la reprise des cartes 1980.

CHARLES CIMERMAN - PIERRE REGNIER - ALBERT ROSSE - JANINE ROUSSEAU - RENE SCHULBAUM.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Une rencontre amicale a eu lieu ce vendredi 18 janvier au siège du P.S.U. entre, d'une part une délégation du P.S.U. composée notamment de Huguette Bourchardeau, Victor Leduc et Bernard Ravenel, et d'autre part le général Othelo de Carvalho.

Celui-ci a exposé la situation politique au Portugal et ses propres initiatives pour développer avec l'Unité populaire une force de gauche alternative.

La délégation P.S.U. et Othelo de Carvalho ont convenu de poursuivre leurs contacts, notamment à l'occasion du XX<sup>e</sup> anniversaire du P.S.U., les 22 et 23 mars.

### Enquête publique

La Direction politique de décembre 1979 a retenu le principe d'une « enquête » dans le Parti sur l'organisation et le fonctionnement des congrès et conseils à partir de l'exemple du Conseil national du Havre.

Un canevas de questionnaire élaboré par la fédération bretonne a été publié dans la lettre du B.P. du 18/12/79.

**Principaux thèmes de réflexion :**

- 1) Organisation du débat avant le Conseil, nature et présentation des textes.
- 2) Déroulement du Conseil.
- 3) Compte rendu des décisions du Conseil.

Sur ces différents points (et sur tous ceux qu'il vous paraîtra utile d'évoquer...) envoyez vos réflexions à

PAUL TREMINTIN  
4, rue Farigoul,  
29200 Brest

Il se charge de la collecte des contributions.

### INSTANCES

La Direction politique réunie les 19 et 20 janvier a élu Bernard Cuny (présenté par le Courant communiste autogestionnaire) au Bureau politique.

La composition du B.P. est donc la suivante :

H. Bourchadeau (secrétariat)

V. Comparat (secrétariat)

S. Depaquit (secrétariat)

G. Granier (secrétariat)

V. Leduc (secrétariat)

B. Ravenel (secrétariat)

R. Schulbaum (secrétariat)

G. Akoun

J.-J. Boislaroussie

C. Cimmerman

B. Cuny

H. Guyet

D. Lambert

J. Legailarguet

M. Mousel

P. Régnier

R. Rival

J. Rousseau

A. Rosse

## objection de conscience

Début décembre la section P.S.U. de Tulle recevait une lettre de deux jeunes appelés à passer au tribunal de grande instance le 19/12 pour « infraction à l'article L.50 du code du service national ». Etudiants l'an dernier à Neuvic (Corrèze), ils avaient été surpris à coller des affiches faisant connaître la loi sur l'objection de conscience.

Selon l'article 1 de la Constitution nul n'est censé l'ignorer mais dans ce cas il y a contradiction ! Ils nous demandaient donc notre appui qui a été accordé aussitôt. Nous avons également contacté toutes les organisations de gauche : C.F.D.T., F.E.N., S.N.I., P.S., Ligue des droits de l'homme, MADARAC, Groupement de jeunes se sont donc joints à nous devant le tribunal le 19 décembre. Le jugement a été reporté au 23 janvier et une application de peine modérée a été demandée.

Affaire à suivre.

EN TRES BREF

## éducation nationale

Licenciement d'un maître auxiliaire : Jean-Luc Lelong... pour cause de lettre anonyme...

Quelques justifications du rectorat (Académie de Lille) contenus dans son dossier administratif.

— Lelong a eu un comportement bizarre lors d'une fête organisée par les lycéens. (Il a joué de la guitare et chanté avec ses élèves mais la fête était organisée à l'extérieur du lycée).

— On a vu Lelong consommer de la bière dans le lycée mais le rapport omet de préciser qu'il y a un distributeur de bière dans l'établissement.

— On a remarqué qu'un jour il a brûlé un bâton d'encens dans son bureau !

— Lelong a eu un comportement « protecteur » (terme du proviseur) envers trois collègues féminines de travail !...

— Lelong est un élément « dangereux », la preuve : il a des autocollants antinucléaires et antimilitaristes sur sa voiture.

Contradiction : un rapport administratif du 30 avril 1979 du proviseur du lycée technique de Béthune qui augmente la note de Lelong et qui signale qu'il donne entière satisfaction dans son travail... note 16/20.

Le P.S.U. s'est associé au Comité de soutien parisien à Jean-Luc Lelong avec les groupes, syndicats, organisations et personnalités suivants :

**S.G.E.N.-C.F.D.T. (Académie Paris-Créteil-Versailles), Syndicat de la magistrature, Syndicat national des journalistes, Comité de soutien à Jean-Luc Lelong d'Amiens, Béthune, Paris, Cimel - Collectif « sept plus », Ecole émancipée, Rénovation syndicale, P.S.U., Félix Guattari, Pierre Hallwachs, Henri Leclerc, J.-P. Sartre, G. Soulié, D. Gentot.**

Nous reviendrons sur la répression normalisation dans l'Education nationale dans un prochain article.

Janine ROUSSEAU



## 2 ET 3 FÉVRIER : convergence pour l'autogestion

Les 2 et 3 février prochains se tiendra une rencontre organisée par la Convergence pour l'Autogestion ; le dernier numéro de *T.S. Hebdo* en a publié l'ordre du jour ainsi que les renseignements pratiques utiles. Cette rencontre devrait permettre un échange d'expérience entre les groupes locaux en même temps qu'une réflexion sur les perspectives, objectifs et modes de rassemblement du courant autogestionnaire. Elle concerne donc l'ensemble des militants du P.S.U., qu'ils soient ou non engagés dans une expérience dite de convergence pour l'autogestion. Celles-ci peuvent d'ailleurs connaître les formes, dénominations et bases de regroupement les plus diverses ; la convergence est plus un lieu et un moyen au service d'initiatives locales ou régionales qu'un sigle à plaquer en toutes occasions. La rencontre de Paris devrait donc concerner tous ceux qui, à partir d'une expérience précise : lutte écologique, édition d'un journal, animation d'ateliers et de centres d'initiative et de réflexion, lutte contre la militarisation, le nucléaire, etc. cherchent une base politique plus large à travers la perspective de l'autogestion.

La rencontre des 2 et 3 février devra nous aider, au delà d'un bilan, à mieux comprendre les possibilités et modalités

de regroupement du courant autogestionnaire. Les réponses ne sont d'ailleurs pas évidentes. La période n'est pas celle de la montée des luttes, mais plutôt des remises en question. Raisons d'être peut-être de la convergence qui, certes, se heurte elle aussi au pessimisme ambiant mais peut en même temps voir son champ d'intérêt élargi aux militants qui cherchent un profond renouvellement de l'action politique.

L'expérience montre que les regroupements locaux qui existent se développent en fonction de préoccupations assez diverses :

— action sur les problèmes avant tout politiques (par exemple militarisation, soutien au Nicaragua, etc.),

— orientation vers l'expérimentation sociale et l'importance du « vécu » dans l'action politique,

— rôle d'incitation et d'animation locale, par exemple en direction de l'initiative municipale.

Souvent plusieurs démarches cohabitent ou se complètent au sein du même regroupement. C'est de cet acquis qu'il faut sans doute partir afin de mieux définir les perspectives à venir. Développement des groupes locaux en fonction d'objectifs précis : édition d'un journal, ateliers, centres d'initiative, action bien déterminée sur

tel ou tel thème, etc. et non pour parler « en général » de l'autogestion ; c'est là une condition nécessaire à la durée dans le temps de ces regroupements. Pourquoi d'ailleurs ne pas songer à des rassemblements locaux sur le thème des alternatives régionales ; il y a là matière à une activité multiple mais aux objectifs bien déterminés et échelonnés dans le temps.

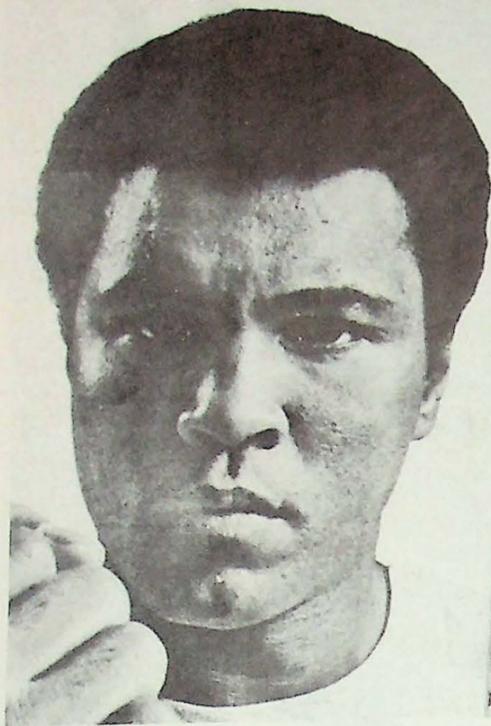
En même temps la coordination mise en place doit être vue dans cette perspective ; c'est-à-dire au service de l'échange d'information entre les groupes par l'édition d'un bulletin, le développement d'initiatives sectorielles : sur l'écologie, le temps de travail, la militarisation, etc. Mais peut-être faudrait-il réfléchir à des formes plus décentralisées d'organisation de ces initiatives tout en leur donnant une certaine permanence (« bureau » ou « agence » sur tel ou tel problème).

RENDEZ-VOUS, DONC, LES 2 ET 3 FÉVRIER A PARIS.

LE BULLETIN DE LA CONVERGENCE EST SORTI : ABONNEMENT 10 NUMÉROS 50 F - CCP 6974 36 N PARIS.

CONVERGENCE POUR L'AUTOGESTION B.P. 89 - 75722 PARIS CEDEX 15.

NAEGELE



## "d-CON<sup>®</sup> Bug Killers. More Power to You."

*Muhammad Ali*

## alternatives régionales

### LE PROJET ALTER BRETON

« Mieux vivre en Bretagne sans pétrole et sans nucléaire ».

Elaboré par un groupe d'une trentaine de scientifiques du C.N.R.S., de l'I.N.R.A., du C.N.E.X.O. et des Universités, d'agronomes, de paysans et de militants des associations écologiques, le Projet Alter Breton (P.A.B.) propose une véritable solution « Alternative », à l'échelle régionale, aux problèmes de l'énergie. Tout en se passant du nucléaire et du pétrole, 4 millions de Bretons pourront vivre mieux dans une Bretagne nouvelle de l'an 2000.

#### LES FILIÈRES D'ÉNERGIES NOUVELLES

La situation de la Bretagne est à maints égards exceptionnelle. Elle bénéficie du vaste flux tiède qui, par le Gulf Stream et son prolongement la Dérive Nord-Atlantique, aborde l'Europe occidentale. Le climat y est tiède et humide : l'ensoleillement est moyen, mais du niveau de la moyenne hexagonale (1300 TEP/ha.an); les terres sont bien arrosées et la vocation agricole de la Bretagne est bien établie; les vents d'ouest y sont fréquents et leurs effets se ressentent non seulement en mer, mais aussi à terre.

Le P.A.B. a tenté d'inventorier le potentiel disponible d'énergies renouvelables, et propose un scénario de production permettant d'atteindre 9,52 MTEP (millions de tonnes d'équivalent pétrole). Ceci est compatible avec le respect des équilibres naturels et suppose une grande décentralisation de la société future.

Les filières énergétiques retenues mettent en œuvre des procédés qui ont fait la preuve de leur faisabilité technologique. On rejette tout projet à caractère gigantesque ou centralisateur : ainsi sont écartés le Barrage des Iles Chausey ou les implantations d'algues géantes californiennes (genre *Macrocystis*) dans les eaux côtières bretonnes. Par rapport aux perspectives actuelles basées essentiellement sur le nucléaire et le pétrole (énergies fossiles), le P.A.B. recherche une diversification des filières d'énergies renouvelables condition d'une stabilité maximale.

1) Les filières marines (13%) : l'or « brun » (méthanisation des algues indigènes), la « houille blanche marine » (maré-

motrices) et surtout « l'or vert » (les centrales houlomotrices) permettent d'obtenir 1,28 MTEP.

2) La filière éolienne (21%) : le potentiel disponible est utilisé au tiers par la mise en œuvre des sites favorables en zones côtière et intérieure.

3) La filière solaire directe (22%) : elle est utilisée essentiellement pour la production de chaleur Basse Température pour le secteur résidentiel et tertiaire.

4) Les filières de la biomasse terrestre (44%) : forêts, plantations et cultures énergétiques, déchets d'élevage et déchets domestiques fournissent les combustibles nécessaires.

#### LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000

Le P.A.B. propose également un scénario d'utilisation des énergies permettant d'assurer en l'an 2000 une élévation de 200% des consommations d'énergie par rapport à l'année 1975 choisie comme référence. La consommation passerait alors de 6,43 à 8,63 MTEP.

Une transformation profonde de la société actuelle est cependant nécessaire : le niveau de vie est confortable (1,5 fois le niveau actuel), on se déplace beaucoup (grâce aux transports collectifs et notamment à un réseau ferroviaire régional), la vie collective est facilitée, mais on ne jette plus : on récupère et les produits durent 2 fois plus longtemps. L'agriculture — secteur-clé du P.A.B. — est profondément modifiée : pour assurer l'autosuffisance alimentaire des Bretons, de l'élevage, tout en maintenant un bon niveau d'exportation, il est nécessaire de modifier le régime alimentaire. Les Bretons sont conviés à manger 12% de viande de moins par an, mais plus de poisson et de protéines végétales.

Le P.A.B., comme le Plan Alter Français, se présente comme un document de réflexion pour tous ceux qui sont soucieux d'apporter une solution aux problèmes énergétiques d'aujourd'hui. Il est le premier d'une série d'alternatives régionales en préparation en Alsace, Aquitaine, Béarn-Bigorre, Pays Basque et Occitanie. **POUR SE PROCURER LE P.A.B. : S'ADRESSER À PAUL TREMINTIN, 4, rue Farigoul, 29000 BREST, CCP Rennes - 770-15 J.**

### COMMUNIQUÉ

Le Calumed (Comité d'action pour la libéralisation de l'usage de la marijuana et de ses dérivés) s'est réunie le samedi 19 janvier. Il se prononce pour la dépénalisation de l'usage du cannabis et de ses dérivés.

Il demande la libération de tous les détenus incarcérés pour l'usage des drogues douces. Il soutient les professeurs du Val-de-Marne rédacteurs du texte « La lutte, pas la morale », et demande avec eux l'ouverture d'un véritable débat sur les drogues et s'inquiète de la campagne diffamatoire menée par certaines médias sur ce sujet.

Le Calumed est soutenu par : C.C.A., journal *La gueule ouverte*, M.J.S., Secteur jeune du P.S.U., l'Association française du Parti racidal italien, et des membres des Amis de la Terre-Paris.

### SOCAM : depuis un mois déjà...

En lutte depuis le 26 décembre, soixante-six travailleurs d'une entreprise de sous-traitance d'accessoires de caoutchouc (pour Renault, Talbot, S.C.N.F., R.A.T.P....) sont en grève à Issy-les-Moulineaux. Ils demandent 5% d'augmentation.

Leurs conditions de travail : station debout permanente, travail à la chaîne, manipulation des produits toxiques...

Leur composition : 90% d'immigrés. Peut-être alors le patronat s'est-il cru tout permis dans une entreprise où n'existe aucun avantage social.

Mais fortement syndicalisés (C.F.D.T.) les travailleurs décident le 26 décembre de se mettre en grève pour obtenir 5% d'augmentation et peut-être tout simplement pour le simple droit au respect!

De respect, il en manque du côté de la direction qui refuse de voir les délégués du personnel, qui cherche à forcer les portes de l'entreprise occupée par les grévistes depuis le 7 janvier. A la demande de négociations, une seule réponse : répression.

Le 10 janvier, un jugement du tribunal ordonne aux grévistes de cesser l'occupation. Plus tard l'inspecteur du travail est reçu par le patron. Un médiateur serait nommé. Et les travailleurs dans l'histoire? Ils occupent toujours depuis un mois mais ne sont pas reçus!!

Un meeting devant l'entreprise à l'initiative de l'U.L. C.F.D.T. rassemblait le 15 janvier la C.G.T., le S.N.I., l'A.S.T.I., les partis de gauche P.C., P.S., P.S.U. et des travailleurs d'autres entreprises (Thomson, P.T.T., A.N.P.E., C.N.E.T., E.D.F...)

Des collectes sont organisées. Des tracts de soutien distribués à la population.

Dans l'unité, la section du P.S.U. d'Issy-les-Moulineaux manifestera sa solidarité et soutiendra les travailleurs de la SOMACO dans leur juste lutte.

Soutien financier :  
**Jean-Paul Robert, 74, avenue Victor-Cresson, 92130 Issy-les-Moulineaux.**  
**SECTION P.S.U. d'ISSY-LES-MOULI-NAUX**

# SUR LE TAS



## SNIA Saint-Nazaire

### Une lutte significative dans un secteur de pointe

Depuis le 4 octobre 1979, les ateliers de la SNIAS (Société nationale Industrielle et Aérospatiale) sont en effervescence (1). Tous les jours, et à chaque quart, dans chaque secteur, se succèdent des débrayages de 18 minutes, avec balade dans les ateliers, et tantôt lâcher de ballons portant les revendications et qui montent se balancer légèrement entre les ponts, tantôt mise en panne devant les bureaux de la direction de chariots chargés de limaille, ou bien confiscation des fiches de travail de la sous-traitance, retard d'avions de ligne sur l'aéroport voisin, ou blocage d'un tronçon d'Airbus qui doit être acheminés vers Toulouse...

Escalade dans les méthodes d'action, pour répondre à une direction qui a décidé de faire de cette lutte un test national.

#### De quoi s'agit-il ?

Dès avant les congés, l'annonce du démantèlement d'un atelier qui travaille pour l'automobile, avait provoqué une vive émotion, et déclenché les premiers mouvements de protestation. Mais le conflit sera relancé pour une autre revendication : C.G.T. et C.F.D.T. refusent l'attribution du « boni » (part de salaire au rendement) aux bons soins des chefs et réclament une répartition uniforme. Sur cette revendication se greffe un alignement des salaires sur les salaires d'autres usines de la SNIAS (Nantes-Bouguenais à 60 km). Et les organisations syndicales réclament par ailleurs l'augmentation des embauches, compte tenu des charges de travail ; que ces embauches ne soient plus liées à l'adhésion à F.O., l'embauche hors-statuts, intérimaires notamment (vieille lutte efficace dans cette entreprise) et l'abolition des

embauches sous contrat à durée déterminée.

La direction refuse toute discussion sur ces points et malgré toutes les interventions ne paraît plus aux réunions de C.E. et n'est pratiquement plus visible à l'entreprise.

Ces dérobades exaspèrent les travailleurs et le 27/11/79 la direction de passage, est retenue dans ses locaux.

Scénario classique : les autres membres de la direction crient à la prise d'otages, manœuvrant les cadres, et font appel aux C.R.S. Le directeur sort et dans la bousculade se fait mettre un œil au beurre noir. Le voilà transformé en comédien tragique devant les téléspectateurs de « télé pays de Loire »...

Ce serait risible si en application des méthodes fascistes patronales, cela ne se traduisait par 7 licenciements, 14 mises à pied, 16 plaintes en justice, visant pour la majorité des militants C.G.T. et du P.C.

Ces sanctions relancent le conflit dans une autre direction, la lutte pour les libertés syndicales et pendant 15 jours les licenciés seront réintroduits dans l'usine sous la protection des autres travailleurs.

#### Pourquoi cette brutalité ?

Saint-Nazaire est très durement frappée par le chômage : 19% de la population active. L'humiliation n'est pas assez forte. Comme l'écrivent à leur manière C.F.T.C. et F.O. « du moment qu'on a du travail, on doit se trouver heureux ». C'est le discours patronal partout diffusé pour discréditer le conflit et qui amène certains à accuser les ouvriers de casser leur outil de travail. Ce n'est pas assez de refuser d'embaucher, les patrons veulent pouvoir

embaucher pour n'importe quel travail, à leurs conditions. Ils le disent et surtout frappent pour augmenter la crainte.

La section P.S.U. a dit ce qu'elle pensait.

Mais c'est vrai que dans ces conditions la lutte n'est pas facile. Elle est pourtant exemplaire, montre l'audace patronale et interpelle les organisations ouvrières.

#### Clarifier

La lutte s'est menée dans l'unité C.G.T.-C.F.D.T. jusqu'à ce jour. Seul le P.C. très présent dans l'entreprise profite comme toujours de cette lutte pour régler des comptes avec le P.S.

C'est vrai qu'il y a des optiques différentes et au P.S.U. nous n'en sommes pas dupes. S'il n'est pas question de manquer en quoi que soit à l'unité devant une telle agression patronale, chacun a derrière la tête une idée différente de la politique industrielle dans ce secteur nationalisé.

Le pouvoir et les dirigeants de la SNIAS visant à rendre ce secteur le plus compétitif possible puisque c'est un secteur de pointe où la France est sensée avoir une avance technologique importante. On abandonne la navale à la concurrence étrangère, mais on mise sur l'aérospatiale. Pour cela il faut casser les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. et imposer le rendement capitaliste.

Pour le P.S. aussi, la réussite commerciale d'Airbus est une nécessité. Privilégier les secteurs de pointe et marcher au moins à égalité avec nos partenaires européens la R.F.A. notamment, engagés dans l'opération, s'impose dans le contexte économique international.

Mais c'est par une autre politique sociale qu'on obtiendrait cet effort pour une industrie compétitive ! La vérité oblige à dire néanmoins qu'au P.S. on s'exprime peu sur ce sujet. On s'en tient aux grandes déclarations.

Le P.C. réagit par contre très fort en fonction de deux axes. Comme le salut vient par la croissance, il pousse à la construction maximum de l'Airbus, et voudrait voir commencer l'A 200 et la deuxième génération de Concorde. D'autre part présentant l'Airbus et le succès de l'aérospatiale comme une condition de l'indépendance, il propose d'y arriver grâce à un consensus autour de cette idée : pour l'indépendance nationale, Airbus à tout prix !

Au P.S.U. nous ne faisons pas de la réussite d'Airbus un impératif. Ce n'est pas un produit directement utile aux travailleurs, et il ne peut être question d'entrer dans la logique productiviste sous peine de voir se dégrader les conditions de travail et le statut même des travailleurs de la SNIAS, comme ailleurs.

Il y a incompatibilité entre les succès capitaliste et les intérêts des travailleurs.

Nous interrogeons sur le type de production et la façon de produire. Malgré tout l'heure n'est pas forcément bien choisie pour dire cela, encore que ce conflit est justement significatif, et que cette lutte singulière est sans doute comparable à bien d'autres en France aujourd'hui. Aussi son importance doit-elle être soulignée aussi bien à cause d'un certain renouvellement de la lutte syndicale aux frontières de l'illégalité, qu'à cause des choix politiques qu'elle oblige à clarifier.

(1) Près de 3000 personnes à Saint-Nazaire. 14 usines en France.



## Appel aux camarades des fédérations du P.S.U. où ont eu lieu des luttes antinucléaires

Le 31 janvier s'ouvre l'enquête publique à propos de la centrale de Plogoff. Le P.S.U. Bretagne, par ses sections du Sud Finistère est largement présent dans cette lutte (contact avec Plogoff) initiative regroupement populaire, proposition action réseau de militants-sympathisants-contacts,....).

Nous souhaitons que l'ensemble du Parti se mobilise sur ce terrain (moyens officiels, structure et militants).

Nous demandons à tous les militants ayant participé aux luttes antinucléaires de nous envoyer un rapide

papier où ils indiquent quels enseignements ils en retirent, quels conseils ils nous proposent pour la lutte à venir à Plogoff. Type d'actions, présence sur le terrain, attitude des partis et syndicats et mouvements populaires, rôle du P.S.U. localement, comment il est apparu, force de proposition et de mobilisation, action large P.S.U., autres action spécifique

Bref tous ce qui vous semblent intéressant à nous communiquer, pour que chaque lutte bénéficie de l'expérience des précédentes avec à chaque fois: analyse, propositions pour aller

de l'avant. Comme l'actuel mouvement antinucléaire ne remplit pas son rôle de catalyseur - regroupement - diffusion, le P.S.U. peut prendre en charge en partie ce travail d'intellectuel collectif.

Réponse la plus rapide (même si elle est courte mais précise) à envoyer à Charles Esmenjeud - Kermaria - 29120 Pont l'Abbé (pour la commission antinucléaire des secteurs Cornouaille du P.S.U. Bretagne).

« P.S. » à l'heure où le P.S. réaffirme « qu'il est pour les centrales privées », il est temps d'agir efficacement.

## DÉLIT D'OPINION

Jean-Michel Duretété, militant C.F.D.T. et P.S.U. est embauché le 1<sup>er</sup> septembre comme éducateur stagiaire avec un contrat de 2 mois renouvelable ce qui fut fait le 1<sup>er</sup> novembre à la suite d'un rapport professionnel élogieux pour une nouvelle durée de 2 mois. Tout va donc bien pourtant le 8 novembre Jean-Michel a la surprise de recevoir une lettre lui signifiant « qu'on est dans l'obligation de le licencier »... bizarre... Aucune faute professionnelle et la catégorie professionnelle de Jean-Michel est en sous effectif...

Jean-Michel refuse son licenciement et continue de travailler avec le soutien de la C.F.D.T. Le P.S.U. dans une conférence de presse dénonce cette atteinte à la liberté d'opinion et ce nouvel interdit professionnel. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. L'on apprend en effet qu'une enquête administrative a eu lieu et que ce rapport a motivé le licenciement...

Le commissaire des R.G. de Valenciennes nous affirme que Jean-Michel est connu pour ses activités syndicales, sa participation à de nombreux conflits, mais les R.G. ne sont pour rien dans l'histoire... bien. Le secrétaire général de la sous-préfecture lui sait qui a réalisé l'enquête: « la sécurité publique ». Le secrétaire nous donne lecture du rapport qui se conclue par un « avis réservé ». Pourquoi? Il ne sait pas, mais, au bas du rapport une note brève nous informe que Jean-Michel aurait fait l'objet de poursuites devant un tribunal correctionnel sans plus de précisions.

C'est aussi ce que laisse entendre la direction de la maison départementale de l'enfance où travaille Jean-Michel « la qualité professionnelle de Duretété n'est nullement en cause, mais sa vie privée. Il a commis des fautes graves incompatibles avec la déontologie de la profession. Son casier judiciaire n° 2 (celui réservé aux administrations) n'est pas vierge. Nous allons examiner le dit casier. En effet il n'est pas vierge: 800 F d'amende pour infraction au code de la route.

Faut le faire quand on sait que l'on dit de Jean-Michel qu'il était un **délinquant**.

ON licencie avec un avis réservé et une infraction au code de la route.

Bref il est de plus en plus claire que le vrai motif n'est autre que des activités politiques et syndicales. Etre au P.S.U. et à la C.F.D.T. c'est trop pour être honnête...

Dans cette affaire le P.S.U. soutient son militant dans l'action qui mène pour sa réintégration et dénonce la violation de principes qu'énonce la Déclaration des Droits de l'Homme le préambule de la constitution et le statut de la fonction publique:

« Nul ne peut être inquiété dans son travail pour ses opinions ».

La multiplication des statuts précaires qui placent les travailleurs à la merci de l'employeur et les enquêtes administratives réalisées par la police sont en cause...

**Un conflit qui ne sera pas sans suite.**

P. COBERT



## La pétition nationale nucléaire en Vendée

En Vendée cette action regroupe: C.F.D.T., P.S., P.S.U., Ligue des droits de l'homme, M.A.N., M.R.J.C., C.S.C.V., Paysans travailleurs, le Groupe autogestionnaire de Fontenay-le-Comte, le C.R.I.N.

A l'initiative du P.S.U., ces organisations se sont réunies à La Roche-sur-Yon d'une part, à Fontenay-le-Comte d'autre part.

**A LA ROCHE-SUR-YON:** intervention publique sur le marché: 600 signatures en 3 heures.

**Réunion publique;** avec Demaure, professeur à la faculté de Nantes, membre du G.S.I.E.N.: 200 participants. Ce qui est très satisfaisant par les temps qui courent...! Au cours de cette soirée, il a été fait état de la campagne pour le fractionnement des fac-

tures E.D.F., des projets alter « hexagonal » et « breton ». Le P.S. a bien sûr exprimé son désaccord avec le fractionnement: « c'est s'attaquer aux travailleurs de l'E.D.F. et à l'E.D.F. et non à l'Etat ». A la question « que propose le P.S. ? », il a été répondu: « nous essayons de prendre le pouvoir ».

**A FONTENAY-LE-COMTE:** il est prévu une intervention sur le marché. Avec:

- documentation sur les « énergies nouvelles »,
- des capteurs solaires, une « locataire » de maison solaire,
- un fabricant d'éolienne avec une petite éolienne,
- des panneaux sur l'utilisation et la fabrication du gaz de méthane,
- un panneau indiquant la liste des

organisations qui soutiennent l'action,

- une planchette pour faire signer les pétitions,
- des panneaux montrant les dangers du nucléaire.

Comme à La Roche-sur-Yon, une réunion publique aura lieu fin février.

Nous regrettons que la C.F.D.T. ne se soit pratiquement pas investie dans cette action pour la pétition nationale.

**VERS UNE CAMPAGNE DE FRACTIONNEMENT:** P.S.U., M.A.N., M.R.J.C., C.S.C.V., P.T., Groupe autogestionnaire de Fontenay et C.R.I.N. sont d'accord pour prolonger l'action pétition par une campagne intensive sur le fractionnement des factures E.D.F.

Jean COIRIER

## finances

### Et si on parlait des barèmes des cotisations

Les barèmes des cotisations sont toujours critiqués. Il est vrai que les cotisations sont lourdes et en ces périodes d'austérité c'est encore plus difficile. Il y a tout de même des choses pas très normales ! En effet une statistique de 1979 montre que :

- 37 % des adhérents payant une cotisation correspondant à un revenu mensuel de moins de 2 000 F par mois,
  - 33 % entre 2 000 et 3 000 F
  - 20 % entre 3 000 et 4 000 F
  - 10 % entre 4 000 F et l'infini (!)
- DE MÊME POUR LES ABONNEMENTS A T.S.

Que le barème ne soit pas simplement respecté, c'est une évidence mais à ce point là... Des mauvaises langues vont crier à la dérive vers la prolétarisation du parti !

Les militants du P.S.U. sont habitués à une certaine rigueur sur le plan politique, est-il normal qu'ils ne fassent pas de même sur le plan financier ?

Au moment où tous, nous payons nos cotisations et nos abonnements à T.S., il est bon de rappeler qu'un effort vigoureux doit être fait pour se rapprocher au mieux des barèmes. Cet appel ne s'adresse évidemment pas à ceux qui scrupuleusement payent suivant les normes (et qui peuvent être donc considérés comme anormaux !) et qui recevront sous peu la médaille du mérite autogestionnaire (à condition qu'ils persistent encore quelques années).

#### DERNIÈRE MINUTE

Au 15 janvier, c'est la Fédération de l'Ain qui a fait remonter le plus de cartes 80 : 50 % des cartes 79 et parmi celles-ci : 25 % de nouveaux adhérents, et autant d'abonnés antérieurs à T.S. que de militants !

QUI DIT MIEUX.

## Débat

Le débat à propos de l'appel pour l'union dans les luttes se développe. Nous avons publié dans T.S. n° 843 la position adoptée unanimement par le Secrétariat national du Parti.

Avec le texte de la fédération de Paris que nous publions aujourd'hui s'ouvre un débat sur l'appel... à vos plumes.

#### Fédération de Paris :

La pétition pour la reconstruction de l'Union dans les luttes si elle peut apparaître comme positive, dans la mesure où elle met en opposition publique à la ligne politique sectaire adoptée par la direction du P.C.F. un certain nombre de militants communistes, ne saurait cependant être jugée suffisante par la Fédération de Paris du P.S.U. pour qu'elle s'engage à la signer.

En effet si la Fédération de Paris peut approuver la tactique adoptée par certains militants communistes, elle ne saurait s'associer à une opération de pure politique interne. La déclaration publique présente en effet une absence totale de critique de l'échec de la politique unitaire menée jusqu'à présent par le P.C.F. et le P.S. Le flou volontairement affirmé sur cette question permet ainsi aux socialistes mitterrandistes très unitaires (surtout à condition de ne pas définir de contours à l'unité) d'apporter une solidarité à bon marché à ce type d'initiatives.

## santé

### La santé aux enchères

Les informations sur la négociation conventionnelle en cours sont mouvantes et imprécises quant aux détails. Mais sur les objectifs et les moyens on a des données précises recueillies auprès des membres du C.A. de la Caisse nationale d'Assurance maladie ou puisées dans les déclarations publiques du ministre de la Santé.

A ce jour il est prévu un tarif (des actes médicaux) opposable aux assurés et la liberté pour les médecins de dépasser ces tarifs. Un contrôle exclusivement financier sera exercé en permanence et sous diverses formes par la Caisse où le C.N.P.F. et ses alliés disposent de 13 voix sur 18.

Nous avons trois mois pour nous opposer à la mercantilisation totale de la médecine du terrain. Les lecteurs de T.S., les militants du P.S.U. trouveront dans la brochure « Sécurité sociale, constat et propositions du P.S.U. » à la fois un argumentaire et des lieux divers pour la lutte à mener d'ici la mi-avril.

La suppression des lits d'hôpital est une incohérence sans la remise en cause radicale de l'ensemble des structures du premiers recours.

**Soixante-dix jours pour agir !**

Gabriel GRANIER

## Librairie Syros

9, rue Borromée, 75015  
ouverte  
du lundi au samedi  
de 9 h à 19 h

PAPIERS DUPLICATEUR  
21 x 29,7 80 gr  
500 feuilles 16,50 F  
PAPIERS OFFSET  
21 x 29,7 72 gr  
500 feuilles 12 F

Toutefois, l'initiative des « 100 » repose sur une réelle volonté unitaire à la base, elle peut, dans certaines régions constituer une aide politique à une autre pratique unitaire, engagée sur le terrain. Dans de telles situations (peu répandues !!), nous estimons légitimes qu'un certain nombre de camarades signent individuellement le texte.

Sur Paris, dans la situation actuelle, nous n'avons quasiment aucune action commune avec le P.C.F., quant au P.S. que nous avons rencontré fin 1979, il n'a qu'une action propagandiste de soutien à ses élus. Il nous semble donc juste, tout en reconnaissant les aspects positifs du texte, de critiquer sévèrement en tant qu'organisation les appels incantatoires à l'unité qui eux non seulement ne font pas progresser l'unité mais en plus perpétuent les conditions de nouveaux échecs.

Cette pétition dont l'ampleur n'est pas négligeable nous montre encore une fois (si c'était nécessaire) qu'il est indispensable que s'affirme une nouvelle force de gauche véritablement autogestionnaire, capable de présenter de nouvelles perspectives.

TEXTE VOTÉ PAR LA D.P.F. DE PARIS : 13 POUR, 1 CONTRE, 1 ABSENTION.

## 1960/1980

### MANIFESTATIONS ORGANISÉES POUR LE XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU P.S.U.

Janvier 1980

Edition d'un poster géant présentant une sélection d'affiches qui marquent la vie du P.S.U.

Février 1980

Présentation à la presse de l'album souvenir « Un espoir de vingt ans ».

Inauguration à Paris de l'exposition « Notre espoir à 20 ans ».

12 au 18 mars 1980

Festival du film « Vingt ans d'espoir, vingt ans de luttes ».

22 et 23 mars 1980

Assemblée générale Réunissant à Paris les militants du P.S.U. tous leurs amis et ceux qui ont partagé leurs combats.

Le samedi soir, 22 mars, grande soirée culturelle.

Jeudi 3 avril 1980

Anniversaire du Congrès constitutif du P.S.U.

Avril 1980

Parution de l'édition spéciale de Tribune socialiste « Le P.S.U. à 20 ans ».

Juin 1980

Au parc de La Courneuve, La fête du XX<sup>e</sup> anniversaire.



# CALENDRIER POLITIQUE

## T.S. mensuel

Dorénavant, il existe une permanence «Promotion-TS TS» tous les lundis après-midi, rue Borromée. Toutes les suggestions sur la promotion du mensuel seront les bienvenues. Le point sera fait toutes les semaines dans *T.S.-Hebdo*. Des carnets d'abonnement sont là à la disposition des fédérations et des sections, sur demande à «T.S. Promotion», 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## États généraux régionaux de l'énergie à Caen les 9 et 10 février

Le week-end du 9 et 10 février 1980 (du samedi 15 h au dimanche 16 h) auront lieu à Caen (Calvados) les États généraux régionaux de l'énergie. Ces États généraux régionaux sont organisés par un collectif unitaire réuni autour de la pétition nationale, «Pour une autre politique de l'énergie».

Ce collectif comprend : CRI-LAN (Comité régional d'Informations et de Luttés anti-nucléaires), C.S.C.V., M.A.N., les Amis de la Terre, P.S., C.F.D.T., L.C.R., P.S.U. De façon moins régulière, participent également le CREPAN (Comité régional d'Études pour l'Aménagement de la Nature), J.C.R., M.A.S.

Les trois grands thèmes des travaux en commissions seront :

1. La restructuration de l'espace régional pour et par le nucléaire.
2. Les alternatives énergétiques régionales.
3. La confrontation des luttes et les perspectives.

Il s'agit donc de faire le point de la nucléarisation de notre région et de trouver les moyens de luttés adaptés.

Pour contacts : Gilles Petit, Cidex B14 Thion 14610.

## Communication du comité de soutien à Jean-Luc Lelong

Le Comité de soutien à Jean-Luc Lelong organise — une conférence de presse le 16 janvier 1980 à 11h au 46, rue Vaugirard, Paris 16<sup>e</sup>.

— 6 heures pour la réintégration de J.-L. Lelong et contre les interdictions professionnelles en France. Le samedi 26 janvier 1980 à la salle AGECA : 177, rue de Charonne, Paris 11<sup>e</sup> de 14 h à 20 h avec la participation de J.-L. Lelong, J. Popinski, P. Boisgondier, J.-L. Mallat et de nombreux autres enseignants réprimés..., de magistrats (Juge Llorca), d'avocats, de journalistes. Des groupes CIMEL, Collectif «Sept plus», Ecole émancipée, Rénovation syndicale, Comité de soutien à J.-L. Lelong d'Amiens, Comité de soutien à J.-L. Lelong de Béthune, P.S.U., S.N.J., Syndicat de la magistrature, SGEN Acad. Paris, Créteil, Versailles ainsi que d'autres groupes, personnalités (F. Guedarri, G. Soulie, D. Gentot, P. Hallwacks).

Le Comité de soutien à J.-L. Lelong, à Max Sabirade, 137, rue de Javel, 75015 Paris, 558.19.42.

Pour toutes informations sur les 6 heures : contacter Max Sabirade, 137, rue de Javel, 75015 Paris.

## Objecteurs de conscience

Les personnes intéressées par la constitution d'un comité de soutien aux objecteurs de conscience à Dinan, en vue de :

- développer le soutien aux objecteurs opprimés,
- de faire de l'information sur l'objection, l'insoumission, le renvoi des papiers militaires, etc.,

peuvent contacter Alain Rostren, 113, rue de Brest, 22100 Dinan, et/ou venir à la réunion qui se tiendra le mardi 12 février à 20h au Centre social, rue Gambetta à Dinan.

## Larzac Assemblée générale du mouvement de soutien

L'ensemble du mouvement de soutien au de soutien aux paysans du Larzac (Comités Larzac, refus 3% de l'impôt, Larzac Université, renvoyeurs de livrets militaires, G.F.A...) se réunira les 2 et 3 février à Millau (salle des Fêtes) à partir du samedi 15 heures.

Ordre du jour :

- Lancement de l'association de soutien financier.
- Organisation du rassemblement de Pentecôte sur les libertés.
- Perspectives pour l'été.

Le jeu du Larzac

Inspiré du jeu de l'oie. Les Comités Larzac éditent un jeu de mouton du Larzac.

En vente à la librairie Syros : 10F.

## Fête le mur

Journée nationale pour l'affichage libre le samedi 9 février à partir de 10 h du matin par les collectifs locaux de Fête le Mur (déjà 25 villes prévues). Syros participe au collectif des imprimeurs bénévoles ; le P.S.U. a adhéré aux 54 signataires. Adhésions (50F), plaquettes, affiches et bandeaux chez F.L.M., 65, bd Arago, 75013 Paris. Permanence téléphonique de 18 h à 20 h lundi, mercredi et jeudi, 331.22.74.

## Section agricole Paris

Réunion de reprise des cartes, jeudi 7 février, 19 h 30, 9, rue Borromée, avec Michel Mousel. Adhérer au P.S.U., aujourd'hui, pourquoi ?

## 9 heures pour une autre politique de l'énergie

Samedi 2 février de 10 h à 19 h à l'appel du collectif région parisienne des 22 organisations signataires de la pétition nationale énergies, Salle Albert Lapparent, 6, rue Albert Lapparent, 75007 Paris, métro Ségur.

- 1<sup>er</sup> débat : la sécurité nucléaire, d'Harrisburg aux fissures.
- 2<sup>e</sup> débat : quelle autre politique énergétique et quelles luttes dans la région parisienne ?
- 3<sup>e</sup> débat : les impasses ; sur-régénérateur, retraitement.
- 4<sup>e</sup> débat : les dangers économiques.
- 5<sup>e</sup> débat : les choix énergétiques et la démocratie.

## Semaine d'information sur le nucléaire à Dinan

Du 28 janvier au 2 février, une semaine d'information sur le nucléaire est organisée par : la Ligue des droits de l'homme, la C.S.C.V., la C.F.D.T., le C.L.I.N., Nature et Vie, le P.S., le P.S.U., et l'U.D.B.

Toute la semaine au centre social, rue Gambetta : exposition sur les énergies douces en Bretagne.

Mercredi 30 janvier à 15 h et à 20 h 30, film « Voyage dans les centrales de la terre » à la salle Duclos-Pinot de la mairie.

Vendredi 1<sup>er</sup> février, à la salle Duclos-Pinot, présentation du projet Alter Breton et débat sur les énergies douces et l'alternative au nucléaire avec projection d'un montage diapo.

Samedi 2 février, à la salle Duclos-Pinot : conférence débat sur « Nucléaire et libertés » animée par M. Echaubard, biologiste, membre du bureau national de la Ligue des droits de l'homme. Conférence précédée d'un montage.

Pour les films et conférences : libre participation aux frais.

## Commission économique

La prochaine réunion de la Commission économique aura lieu le lundi 28 janvier à 17 h au local du P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## Offre d'emploi

Le Centre culturel de Villeneuve-Saint Georges recrute un animateur de quartier expérimenté. Candidatures à adresser avant le 15 février. D. Dagot, 13, rue Louise-Michel, 94190 Villeneuve-St-Georges. Tél. 382.09.25.

## Meeting P.S.U.

- 1<sup>er</sup> février - Chamont : Huguette Bouchardeau.
- 5 février - Ermont : Bernard Ravenel.
- 14 février - Dijon : Michel Mousel.
- 7 mars - Compiègne : Bernard Ravenel.

## Brochure agricole du P.S.U.

La brochure doit être terminée d'urgence (pour être disponible pour le salon). Réunion finale pour cette brochure : le samedi 26 janvier à 9 heures, 9, rue Borromée.

## Fédération Nord-Pas de Calais

Congrès de la Fédération Nord-Pas de Calais, Dimanche 3 février de 9 h à 18 h à Wasquehal (près de Roubaix), à la salle des Fêtes, rue Victor-Hugo.

Ordre du jour : orientations de la fédé. Elections du C.P.R. et du B.F.

Faire connaître le nombre approximatif de participants pour le repas de midi au P.S.U., 160, rue B.-Delespaul, 59000 Lille.

## Secteur agricole Germinal

Germinal a un stand au salon de l'agriculture du 2 au 9 mars porte de Versailles.

Thèmes : Germinal, le P.S.U. et l'agriculture, l'agriculture et l'énergie.

Il faut donc du monde pour tenir ce stand. Prévenir dès que possible si vous pouvez venir ou même passer un moment au stand.

## Secteur femmes

Rappel : 2 et 3 février, week-end montage audio-visuel, suite du stage des Guions du secteur femmes à Poissy (Yvelines). Rendez-vous à Borromée samedi vers midi.

## Paris 7<sup>e</sup>-15<sup>e</sup>

Le P.S.U. 7<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> invite ses amis à fêter ses succès de l'année passée (rue Cler piétonne, liaison ferroviaire Invalides-Orsay, 831 signatures pour la pétition nationale contre le tout-nucléaire) lors de son assemblée populaire de remise des cartes le jeudi 31 janvier 1980 à 19 h à 22 h à la librairie « Un moment de plus » au 1, rue de Varennes (M<sup>o</sup> Sèvres-Babylone). Participation assurée d'Huguette Bouchardeau, Louis Jouve, Jean-Pierre Faye et sous réserve de Maria Antonietta Macciocchi, député européenne des minorités. Buffet biologique, montage audio-visuel, accueil souriant.

## Le Nicaragua après Somoza

Réunion d'information sur le Nicaragua (projection d'un film, présence de journalistes revenant de ce pays) organisée par le groupe Amérique latine de la Commission internationale. Lundi 4 février à 19 heures, 5, rue Borromée. Buffet prévu.

## Critique socialiste n° 36-37

L'État et les libertés par Victor Leduc, F. Colcombet, S. Baier, H. Leclerc, M. Mousel, M. Etienne, T. Grumbach, H. Bouchardeau, A. Sanguinetti, E. Etkind, P. Tigrid, K. Pomian, W. Fissera, J. Berstein.

Prix : 30 F

Abonnement : France : 90 F pour 5 numéros. Etranger : 100 F pour 5 numéros. Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19 706 28.

### CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Deuxième cycle :

MARDI 29 JANVIER à 20 heures : Autogestion et mouvements sociaux par Geneviève PETIOT.

MARDI 5 FÉVRIER : Autogestion et Démocratie par Christian BERGER.

MARDI 12 FÉVRIER à 20 heures : Autogestion et socialisme par Victor LEDUC.

Toutes les séances auront lieu au F.I.A.P. : 30, rue Cabanis, PARIS-13<sup>e</sup>.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à Centre Populaire de Formation Socialiste : 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

s'inscrit au Cycle : Perspectives autogestionnaires.

Règlement pour le cycle : 60 F.  
Chèque bancaire C.C.P.  
à l'ordre du C.P.F.S. : C.C.P.  
15.307.396 PARIS.

## tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Secrétariat : Marie Granger  
Maquette et collaboration technique : Régis Cogranne  
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37  
Directeur de la publication : Victor Leduc  
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris  
Numéro de la commission paritaire : 620 32  
Photocomposition, photogravure, INFORMATIC-PRESS, 13, rue Kléber 93400 Saint-Ouen.  
Tél. : 259-60 90. impression : S.N.I.L., 75019 Paris.

Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)  
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)  
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.  
(1) Cocher la case correspondante.